

BELGIQUE-BELGIE
P.P.
5000 NAMUR 1
P 904 156

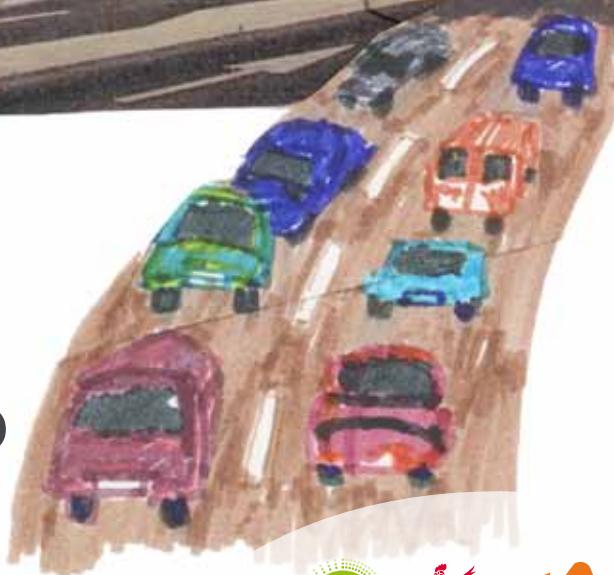
LA LETTRE DES CCATM

POUR LES MEMBRES DES COMMISSIONS COMMUNALES
D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DE MOBILITÉ

N° 84 • HIVER 2015



CONSOMMATION : QU'Y A-T-IL SOUS LE SAPIN ?





SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| La lettre en Image | 3 |
| Enjeu | |
| Consommation : il y en a un peu plus, je vous le mets ? | 4 |
| Pourquoi je l'aime ? | |
| La Place aux Foires à Marche-en-Famenne | 8 |
| Réflexion de terrain | |
| La consommation vue par un manager de centre-ville | 10 |
| Côté Nature | |
| Noël sans épine | 13 |
| Terrain de réflexion | |
| La course aux déchets | 14 |
| Agenda | |
| Université d'IEW, le 29 janvier 2016 : « La planète à cœur. Quels sens donner à nos engagements ? » | 16 |

EDITO

Éditorial : Qu'y a-t-il sous le sapin ?

Ce numéro de fin d'année tombe à pic pour réfléchir à tout ce que nous consommons, et à la manière dont nous consommons. Sous le sapin, voyez-vous le sol appauvri ? Derrière les emballages et les ficelles bouclées, nous pouvons mettre notre cœur à la place d'un produit dernier cri...

En ces temps de ramassage organisé des Douglas en acrylique et des Nordmann avec ou sans motte, nous lançons un sondage pour savoir ce que deviennent toutes ces idées que nous laissons traîner, exprès pour vous, dans chaque Lettre. Répondez-nous, il y a un bon dîner à gagner (et en Belgique, le dîner est à midi trente ;-)) !

Pour vous affirmer dans vos bonnes résolutions de 2016, IEW vous propose son Université, le 29 janvier 2016 au Palais des Congrès de Namur. Les inscriptions sont ouvertes, en ligne et par téléphone, voyez en dernière page.

Bonne lecture !

Les rédacteurs

Coordination
Alain GEERTS

Comité de rédaction
Hélène ANCION
Lionel DELVAUX
Audrey MATHIEU

Secrétaire de rédaction
Alain GEERTS

Mise en page
Isabelle GILLARD

Abonnez-vous à La Lettre !
Prix : 10 € l'abonnement annuel = frais d'envoi pour 6 numéros.
À verser au compte d'IEW : 523-0802024-06 avec la référence Lettre CCATM

La copie est autorisée (et encouragée !) moyennant mention de la source.
Photocopié sur papier recyclé

Fédération Inter-Environnement Wallonie
Tel. 081 390 750 Fax. 081 390 751 • www.iew.be



© « d'ici » Audrey Mathieu

Chez « d'ici », tout est local... sauf les clients !

Ouverte depuis mai 2013 à Wierde, le long de la Nationale 4, « d'ici » est une moyenne surface spécialisée dans la distribution de denrées alimentaires locales. Elle vend même des légumes semés et récoltés juste à côté du magasin : en termes de circuit, on peut difficilement faire plus court. Pour ce qui concerne la collecte de petits déchets spécifiques (piles, bouchons, etc.), le magasin se veut comme un maillon entre ses clients et des entreprises locales d'insertion ou de formation par le travail centrées sur le recyclage de matériaux.

Pour qui ces produits et services, si environnementaux, si sociaux ? Pour les automobilistes, pardi ! Malheureusement, pas pour les piétons, notamment les gens qui habitent le coin, Naninne ou Sart-Bernard. L'accessibilité du site est conçue entièrement en fonction de la voiture, comme en témoigne la photo de l'aménagement des abords. Et si on veut y aller en bus depuis Namur ? Il faut sonder la TEC-Luxembourg pour apprendre que oui, la ligne de bus 66 passe « par là », quatre fois par jour, ou la 42, deux fois par jour, dans chaque sens mais pas le samedi, à l'arrêt Carrefour Quinaux, un lieu-dit inconnu sur GoogleMap et sur les plans De Rouck. « Par là », ce n'est pas chez « d'ici », même si c'est juste devant. L'arrêt est un poteau jaune planté sur la Chaussée de Marche. Entre lui et elle, la supérette n'a pas établi de cheminement. Au contraire, elle cultive une bordure de vivaces et un parking joliment garni de voitures neuves bien serrées. Comme quoi les dimensions sociales et environnementales du projet montrent ses limites, et toute la marge de progrès qu'il lui reste à faire pour être vraiment « d'ici ».

● Audrey Mathieu



Dessin de Skutt, créé pour le poster-jeu « Autant en emporte le territoire », disponible auprès d'IEW.

Consommation : Il y en a un peu plus, je vous le mets ?

Tous les signaux globaux clignotent pour nous avertir que la barre fatidique est dépassée, qu'il va falloir consommer VRAIMENT MOINS si nous voulons survivre sur la planète Terre. Et en même temps, la bousculade d'espace et de produits neufs ne tarit pas. Comment raison garder face à cette situation paradoxale ? Comment parvenir à des résultats en termes de protection de l'environnement, si le moindre geste est détourné de ses intentions généreuses pour gaspiller de l'espace, de l'énergie (grise), de l'argent ? Comment, en tant que consommateur, donner de vrais effets durables à notre bonne volonté ?

Au niveau local, l'aménagement de parcelles de plus en plus vastes est encouragé sur base du raisonnement selon lequel nos communes ont besoin de finances et qu'il est dans leur intérêt de promouvoir une expansion immobilière. La Lettre des CCATM n° 78, « Financement des communes » retrace les grandes lignes de cette logique en apparence implacable.

Quand un candidat bâtisseur, en vue d'obtenir un permis d'urbanisme, présente à son administration communale un projet

qu'elle estime trop petit, elle peut le faire lanterner plusieurs mois. Parfois, la ou le bourgmestre qui vient à la rescousse de la famille doit s'expliquer des semaines durant avec son service de l'urbanisme. Idem dans des situations de location où les biens n'ont pas la taille officiellement requise pour le nombre d'habitants. Habiter dans un endroit de taille réduite, si on y est bien, n'est-ce pas mille fois mieux que de n'avoir pas de toit ?

« Il faut se méfier des kots. » ; « Nous ne

voulons pas de logements insalubres. » ; « Qu'allez-vous faire comme activité dans un atelier si réduit ? » Voilà l'esprit qui domine – qui mine – alors que, précisément, une urbanisation qui prend peu de place est une urbanisation meilleure pour l'environnement. Elle laisse plus de place à des sols laissés naturels. Elle use moins de matériaux et d'énergie. Elle s'inscrit à une échelle plus modeste dans un cadre bâti préexistant. Sa mitoyenneté vient renforcer une trame, laquelle gagne ainsi en continuité. A priori, une bonne voisine.



Mais non, en Wallonie, la culture et la tradition récente veulent qu'une « belle maison » soit éloignée de ses voisines, surtout si elle est à la campagne.

On peut donc s'attendre à des freinages crispés lorsque le CoDT, arrivé au bout de son parcours d'adoption, remettra les pendules à l'heure d'un resserrement de l'urbanisation. Encore faut-il qu'il en ait l'ambition ; le décret proposé aujourd'hui aux parlementaires a oublié le mot « parcimonie » qui était sensé guider le CWA-TUPE (toujours en vigueur) et régnait sur les premiers articles du CoDT version Philippe Henry (adopté définitivement mais pas entré en vigueur). Espérons que le Parlement de Wallonie saura trouver les mots pour corriger le texte.

Concernant les nouvelles constructions, dans les quartiers déjà urbanisés et le long des chaussées, c'est aussi la folie des grandeurs. Constructeurs et immobiliers s'approprient des pâtés de maisons et des terrains en friche pour proposer des immeubles monolithiques couvrant tout un îlot, avec massive pente vers le garage collectif souterrain. D'ailleurs, il ne s'appelle plus un garage, vous êtes priés de dire « parking ». Sont-ce là les projets destinés à recoudre les plaies de nos villes ? Où est l'aspect novateur ? Où est la sève sociale qui devrait couler dans ces parpaings ? Où sont les portes d'entrées ? Quoi, il n'y en a qu'une pour tout l'îlot ? Ah, mille excuses, j'oubliais la piste cimentée du « parking ». Ces projets et leurs habitants ne peuvent se passer de voiture. Sur une île, voyez-vous, le reste de la civilisation paraît si loin : « On ne va pas se risquer à aller chercher du pain à pied, ça prendrait vingt minutes aller-retour. Et puis, il n'y a pas de trottoir tout le temps. »

Malmené, vilipendé, l'habitat permanent en zone des loisirs a bien des choses à nous apprendre à cet égard. Le Réseau brabançon pour le droit au logement (rbdl.be) et Habiter autrement (habiter-autrement.org) sont deux exemples d'initiatives citoyennes qui mettent en avant la nécessité d'ouvrir nos esprits à d'autres types de constructions et d'occupation du sol. Pour parvenir à consommer l'espace disponible, il existe de meilleures manières de faire. Moins coûteuses pour les habitants, plus remplies de sens aussi. L'échec du logement social et des nouvelles urbanisations

ne provient-il pas, justement, du manque de sens, de l'impression tenace d'être télé-guidé plutôt que d'être reconnu dans ses capacités à créer son propre logement ? Ne vient-il pas du gigantisme des projets et de la brusquerie de leur implantation ? Comment espérer voir la vie se développer durablement et harmonieusement dans des lieux impersonnels, où l'on déverse de nouveaux occupants sans laisser le temps faire son œuvre ? Et le gazon qui entoure l'immeuble, pour faire plaisir à ceux qui veulent du vert, qui peut jouer ou s'asseoir dessus ? Là aussi, l'habitat permanent démontre que la possibilité de disposer d'un petit espace vert privatif donne de bien meilleurs résultats en termes de maintenance, d'agrément et d'intimité.

Est-ce vraiment si coûteux, sur le long terme, de concevoir des projets à plus petite échelle, disséminés dans un tissu urbain ou villageois qu'on laisse se réparer petit à petit ? A court terme, le gros machin coûte certes moins cher, mais il s'avère bientôt n'être qu'une grosse machine pleine de défauts dont personne ne se sent responsable, ce qui engendre des coûts infiniment plus lourds.

Parce qu'il permet des économies d'échelle, un grand projet est aujourd'hui préféré. A tel point que des entrepreneurs refusent des chantiers de trop faible ampleur. A tel point que le demandeur se voit obligé d'agrandir son projet pour trouver un maître d'œuvre qui accepte de travailler pour lui ! Et que

dire de ces ventes de terrains à bâtir où le notaire fait miroiter quelques ares supplémentaires à un prix imbattable, « pour être vraiment tranquilles chez vous » ? Vaste Wallonie, on peut te dépenser sans compter, comme le dit notre poster-jeu « Autant en emporte le territoire », disponible sur simple demande.

Vraiment, la parcimonie en matière d'aménagement est encore une vue de l'esprit, quand bien même ce sont les consommateurs qui la souhaitent.

Confiance versus planification

Les chiffres de l'immobilier belge démontrent que la tendance est à la rénovation, au retour vers les petites villes, que les ventes d'appartements se portent très bien et que ce qui bat de l'aile, c'est la construction neuve de maisons isolées ou encore la revente de quatre-façades « milieu de gamme » (Les villas de très haut standing, elles, ont toujours la cote, mais c'est en quelque sorte un marché à part – j'en veux pour preuve le titre « bien exceptionnels » qui précède les annonces de cession de ces habitations dans la presse immobilière).

Le marché serait-il en train de donner raison à la préservation de l'environnement ? Il illustre en tout cas quelques faits de société pris très au sérieux dans la Déclaration de Politique Régionale et rappelés lors du colloque du CEPES (cepess.be) le 23 octobre dernier à Louvain-La-Neuve : augmentation de la population par allonge-



Amis de la Terre, carte de voeux « Bon pour... ».
Disponible sur le site amisdelaterre.be



ment de l'espérance de vie, augmentation du nombre de foyer d'une seule personne, augmentation des familles monoparentales, immigration, diminution des moyens de subsistance, besoin d'intimité et de nature, augmentation des handicaps temporaires ou permanents qui limitent les mouvements, les déplacements et demandent des adaptations dignes de ce nom.

Ce qui sauvera la planète, c'est peut-être la crise financière. A force de voir fondre leurs moyens, les pouvoirs publics finissent par rejoindre certains objectifs du mouvement décroissant. Ne pouvant plus assumer toutes les dépenses et les charges qui leurs incombent, ils vont peut-être choisir de faire davantage confiance aux gens. Moins planifier d'opérations de grande envergure et soutenir davantage les initiatives de personnes et des associations, en se présentant comme un partenaire fiable qui se soucie réellement d'équité et de durabilité.

Liste de Noël

Saint Nicolas est venu et déjà reparti sur son âne, le Père Noël tente de passer à son tour par la cheminée, avec ses cadeaux louches. Cette année, c'est décidé, il ne passera pas, tant qu'il ne nous apportera pas des choses vraiment utiles pour le territoire et les citoyens.

« Ho ho, je vous amène de jolies choses ! »

« Une TV géante offerte à l'achat d'un abonnement de téléphonie / Internet ! »

Et si j'ai déjà une TV ? Je la jette ?
Demandons plutôt :

- Des lieux de collecte pour apporter des vivres non périssables, des chutes de tissus de couture, bouchons, piles, ampoules, jouets, etc.

- Des centrales de réparation pour appareils hi-fi et électro-ménager. Les repair-cafés commencent à se faire connaître, mais leur fonctionnement est beaucoup trop sporadique : « Tous les 4^e jeudi du mois », on dirait une permanence sociale d'échevin ! Vivement que les repair-cafés deviennent un concept aussi courant que les bureaux d'aide ménagère. Vivement aussi qu'ils se localisent là où beaucoup de gens habitent, et pas le long d'une grand-route.

« La communication de ceux qui gagnent, en 15 leçons ! »

Ce livre va-t-il m'apprendre à parler comme Eddy Merckx ou comme Justine Henin ? Non merci.

Demandons plutôt :

- Un poster qui dit « Shut up and listen »,



© Inter-Environnement Wallonie

Inter-Environnement Wallonie, « Ça risque d'arriver près de chez vous - Climat/Paris/2015 », image envoyée par les Wallons à Paul Furlan en vue de la COP21.

avec un dessin de Léon Spilliaert, de Fernand Khnopff ou de Félix Vallotton en arrière-plan. Ce sera beaucoup plus utile pour entrer en relation avec les autres.

« Rem Koolhaas vous donne cours d'urbanisme en ligne ! »

Du coup, je ne sors plus de chez moi. Parce que Rem Koolhaas est absolument fascinant.

Demandons plutôt :

- Des enquêtes publiques en bonne et due forme, avec affichage lisible, horaires d'ouvertures élargis des bureaux des administrations de l'urbanisme et de l'environnement, un accueil respectueux même si on ne s'y connaît pas du tout et qu'on dit « Merci de bien vouloir me montrer le rénové non technique » au lieu de « résumé non technique ». Avec en prime du mobilier confortable et un éclairage *ad hoc*, c'est la Noël, on peut oser demander.
- Une CCATM dans chaque commune de Wallonie.

« De la vitamine B12 en spray ! »

Pour 18 livres sterling, ils sont fous ces Anglais.

Demandons plutôt :

- Des lieux de soins hospitaliers accessibles à pied et en transport en commun, maintenus dans les villes et développés comme de bons voisins plutôt que comme des OVNI posés sur une mer de voitures.
- Des lieux de revalidation présentant les mêmes caractéristiques.
- Des généralistes et des spécialistes disséminés sur le territoire complet et pas coincés dans la seule avenue chic de quelques villes.
- Des occasions d'explorer notre voisinage à pied et d'en reculer toujours les limites.
- Un air moins pollué, des aliments sans métaux lourds ni substances chimiques.

« Des bons d'achat Total valables sur toutes les aires d'autoroute françaises ! »

Merci, Père Noël, de me rappeler l'ubiquité de certaines marques, ainsi que la progressive disparition de leurs concurrents. Merci de bien vouloir VOUS rappeler que la qualité, ce n'est pas un nom connu, c'est un bon produit, même anonyme.

Demandons plutôt :

- Un retour en force du petit commerce.
- Le maintien dans la bonne humeur du petit commerce existant.
- Des magasins qui ne soient pas dédiés à une seule marque.
- La fin de l'HoReCa dont les patrons ne veulent pas manger une miette, tellement ils savent que c'est mauvais (indigeste, pas frais, pesticidé et micro-ondé à outrance) – par contre, s'ils veulent en manger, ça peut rester. Il faut bien les nourrir.

« Des amis, comme s'il en pleuvait ! »

Et si j'en ai déjà ? Je les jette ? (Bis)

Demandons plutôt :

- Des occasions de se voir avec les amis qu'on a, du temps pour se parler, du recul pour rire ensemble de nous-mêmes.
- Des groupes de citoyens avec lesquels nous travaillons en confiance, sans chercher à faire copain-copain, avec une intelligence collective qui émerge des rencontres et nous donne envie de nous réunir plus souvent.
- De ne pas oublier de soupirer et de peser une bonne fois, car ça aide à respirer.

Demandons plutôt :

- Un audit national de la situation réelle voiture/emplacement de parage. On pourrait le faire sponsoriser par Audi. Vous vous occupez des démarches ?
- Une enquête fédérale sur les revenus générés par les parkings payants, avec un volet « Da Vinci Code », si vous voyez ce que je veux dire...
- Une rééducation des piétons pour qu'ils sachent se partager les trottoirs, les passage cloutés, les entrées de bâtiment.

« Une retraite anti burn-out ! »

Où l'on paie 550,00 EUR pour laisser son portable à l'entrée ? Oui oui, je vois, mais même gratuite je n'en veux pas.

Demandons plutôt :

- De marcher plus, dehors et dans notre intérieur.
- De marcher plus, sous la pluie et dans le vent.
- De marcher plus, avec des enfants qui tirent en avant ou en arrière.
- De marcher plus, juste pour aller déposer une revue chez quelqu'un qui la lira à son tour.
- De ne pas oublier de soupirer et de peser une bonne fois, car ça aide à respirer.

Merci d'avance, cher Père Noël !

● **Hélène Ancion**

« Parking à volonté ! »

Là, Père Noël, vous délirez en couleurs. Si vous aviez pris le temps de regarder l'évolution du marché immobilier et l'évolution de l'emprunt domestique sur les 40 dernières années, vous auriez pu prévoir qu'il y aurait bientôt trop de voitures partout, trop de voitures accourant en même temps vers les lieux de travail ou les lieux de grand divertissement de masse, trop de voitures immobilisées 22 heures sur 24.

Chers lecteurs, nous vous fixons rendez-vous au printemps pour la prochaine Lettre des CCATM, spécialement consacrée aux filières de formation en aménagement du territoire. D'ici-là, n'oubliez pas de nous renvoyer vos réponses au sondage d'opinion !



Pour ce numéro de la Lettre des CCATM spécial Consommation, notre rubrique « Aménités » se coupe en deux. D'un côté, un petit sondage d'opinion et d'humeur avec un dîner à la clé. De l'autre, comme à l'habitude dans cette rubrique, un récit à la première personne sur un lieu de Wallonie.

Sondage : trois petites questions et puis s'en vont

Les rédacteurs ont besoin de faire le point sur vos attentes et votre satisfaction par rapport à la Lettre des CCATM, ce produit « conçu exprès pour vous » !

Vos réponses sont chaleureusement attendues, par fax, mail ou courrier postal. Une réponse sera tirée au sort pour remporter... un dîner avec les rédacteurs !

1. Aimez-vous La Lettre des CCATM ? Oui / Non – Commentaires :

2. La Lettre des CCATM a-t-elle joué un rôle dans votre manière d'aborder :

- a) l'aménagement du territoire ? Oui / Non
- b) la participation citoyenne ? Oui / Non
- c) l'environnement ? Oui / Non
- d) l'urbanisme ? Oui / Non
- e) l'architecture ? Oui / Non

Expérience vécue :

3. Avez-vous des suggestions de sujets, thèmes, personnes, lieux à aborder ?



Un lundi de marché sur la Place aux Foires de Marche-en-Famenne.

Pourquoi je l'aime... La Place aux Foires à Marche-en-Famenne

En juin 2015, IEW se faisait guider à Marche par cinq habitants et usagers de la ville. Parmi eux, Anne, qui travaille au service de l'urbanisme de l'administration communale et est un peu la « Madame Vélo » de la commune. Son aménité, à Marche, c'est la Place aux Foires, qui forme un plateau à mi-chemin entre la ville basse du piétonnier autour de l'église Saint-Remacle, et l'étage supérieur, où passe la voie ferrée Liège-Gouvy. Nous avons justement fixé le lieu de rendez-vous du groupe sur cet espace pavé, vaste et rectangulaire. Des arbres palissés bordent tout un côté, c'est là que nous nous regroupons pour écouter Anne :

« Sur cette place, il y avait auparavant du parage, il faut s'imaginer cet endroit

envahi de voitures. Et à l'origine, c'était – comme le nom l'indique – un lieu de foire aux bestiaux.

J'ai choisi de vous parler de cette place car les travaux qui ont été faits ici ont vraiment apporté quelque chose d'important. Il a fallu beaucoup de conviction de la part de tous pour accepter que cette place ne soit plus un parking. C'est une opération de rénovation urbaine, menée avec la Région wallonne. Marche a bénéficié des effets à long termes des chantiers de ce type qui lui ont permis de faire fonctionner ensemble la voirie, l'espace public et les bâtiments.

J'apprécie énormément la qualité des matériaux utilisés, les multiples usages que la place connaît grâce à cette rénovation. »

Avis aux aspirants commerçants ou asbl en mal de locaux !

Aujourd'hui, une petite dizaine de commerces et établissements HoReCa se répartissent sur trois côtés de la Place aux Foires. Il reste des rez-de-chaussée inoccupés à raison de centaines de mètres carrés en réserve. Des espaces nettement suffisants pour accueillir de l'activité supplémentaire. Malheureusement, pour le moment les investissements en idées et en argent ne se bousculent pas. Qui sait, cela pourrait peut-être bientôt bouger ?

● Hélène Ancion



La rue Charlemagne, à Louvain-la-Neuve, est une extension du centre commercial L'Esplanade.

La consommation vue par un manager de centre-ville

Jean-Christophe Echement, directeur de la Gestion de Centre-Ville de Louvain-la-Neuve, nous explique son métier et sa ville. L'objectif des « structures de management de centre-ville » est d'augmenter l'attractivité de villes pour les habitants, mais aussi pour les commerces et les investisseurs. Elles ont fait leur apparition en 1997 dans quelques villes belges et se retrouvent aujourd’hui dans plusieurs villes de Wallonie, dont Louvain-la-Neuve, Liège, Mouscron, Hannut, Mons. Ayant personnellement eu la chance d'exercer ce métier à Namur, j'ai voulu mettre à l'honneur ce métier complexe - parfois peu reconnu, mais néanmoins très enrichissant et certainement passionnant - à travers l'interview d'un témoin direct des tensions entre surface commerciale, ville à partager, immobilier et valeurs sociétales.

Quelques explications théoriques d'abord. Les structures de management de centre-ville s'appuient sur un partenariat public-privé chargé de représenter l'ensemble des utilisateurs du centre urbain sur lequel elles travaillent. Sur base d'un plan stratégique, elles mènent des actions très diverses, allant de l'animation à l'aménagement d'espaces publics en passant par la prospection d'enseignes commerciales ou encore le conseil et l'orientation des autorités locales en matière de mobilité ou d'amé-

nagement. En Belgique, le principe est étroitement lié à l'AMCV, asbl à l'initiative du concept-même de « Gestion Centre-Ville ».

Audrey Mathieu pour la Lettre des CCATM :

Jean-Christophe Echement, cela fait environ dix ans que le centre commercial de l'Esplanade s'est implanté à Louvain-la-Neuve. En tant que manager de la Gestion de Centre-Ville d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, pouvez-vous nous parler

de la collaboration entre l'Esplanade et votre asbl ?

Jean-Christophe Echement : Le centre commercial de l'Esplanade est un partenaire de la gestion de centre-ville d'Ottignies Louvain-la-Neuve, au même titre que la ville, l'université ou encore les associations de commerçants. Il joue un rôle très important, tant au sein de notre association, qu'au niveau du centre-ville de Louvain-la-Neuve. C'est un partenaire très exigeant et les rapports sont généra-



Grand Place de Louvain-la-Neuve

lement très bons, sauf lorsqu'on touche à ses intérêts stratégiques.

LLCCATM : Verez-vous le projet d'extension d'un bon œil ?

Jean-Christophe Echement : D'un point de vue purement économique, la démarche du groupe Devimo qui gère le site a du sens. L'Esplanade est l'un des centres commerciaux qui tournent le mieux en Wallonie. Il n'y a pratiquement pas de cellules vides, et lorsqu'elles le sont, ce n'est jamais pour très longtemps. C'est donc très intéressant pour eux d'augmenter l'offre de surfaces disponibles. Mais il y a un risque que les nouvelles enseignes qui arriveront

fassent concurrence avec celles qui y sont actuellement. Si le politique soutient le projet, ce n'est pas le cas de certains habitants et étudiants. Ces derniers estiment que le centre-ville n'a pas spécialement besoin de cette extension, ce qui n'est pas faux. Cependant, s'il doit y avoir des m² supplémentaires, je préfère les voir dans le cadre d'une extension ici à Louvain-la-Neuve plutôt que dans un nouveau centre commercial à Wavre ! Personnellement, j'aurais préféré qu'il se développe près de la Grand Place, mais d'autres projets s'y sont implantés, un hôtel notamment. Par ailleurs, il est plus rationnel d'agrandir afin d'utiliser des infrastructures existantes comme les accès, plutôt que de créer tout un com-

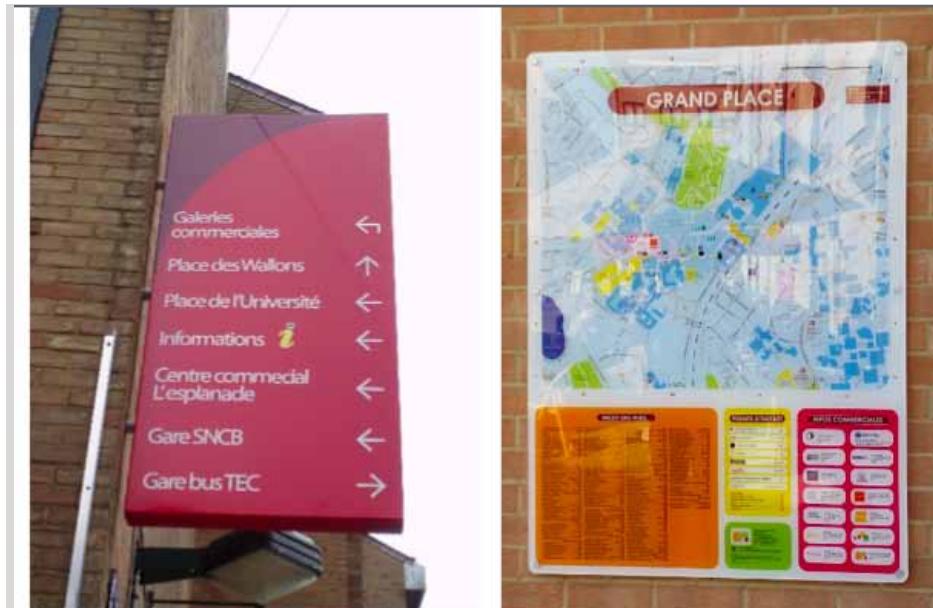
plex là où il n'y a encore rien.

LLCCATM : Avez-vous constaté une évolution de l'offre commerciale ces dernières années ?

Jean-Christophe Echement : Il est clair que l'arrivée de l'Esplanade a changé beaucoup de choses : les plus petits commerces du centre-ville ont beaucoup souffert, il y a eu de la casse et beaucoup de faillites ont été déclarées dans les années qui ont suivi l'ouverture. Il a fallu cinq à six ans avant de retrouver un équilibre entre le centre-ville et le centre commercial. Actuellement, le centre-ville de Louvain-la-Neuve ne comporte que 2% de cellules vides, ce qui est très peu. De nouveaux commerces sont en effet apparus, du commerce de niche et beaucoup de services aux étudiants. L'extension provoquera certainement à nouveau les mêmes effets.

LLCCATM : Qu'en est-il de la demande ?

Jean-Christophe Echement : Lors de nos sondages, il apparaît que les gens veulent surtout de grandes enseignes. Nous allons clairement de plus en plus vers les chaînes. J'ai été moi-même commerçant avant d'être manager de la gestion de centre-ville et j'ai vraiment pu constater une évolution dans cette demande. Les marques « moyen-bas de gamme » ont beaucoup travaillé leur image et les gens qui achètent ces marques ont l'im-



Une signalétique centrée sur les commerces et les parkings fleurit sur les murs de briques du centre-ville.



pression d'acheter de la qualité, surtout les jeunes. A l'heure actuelle, un jeune homme aura l'impression d'être mieux habillé avec un costume Massimo Dutti qu'avec un costume taillé sur mesure par un tailleur.

LLCCATM : Que manque-t-il dans l'offre commerciale à Louvain-la-Neuve ?

Jean-Christophe Echement : Il manque des magasins de sport et des magasins de bricolage. Si nous revenons sur ce que je disais concernant la demande, les personnes interrogées dans le cadre de nos enquêtes de satisfaction vous diront qu'elles aimeraient un Décathlon ou un Brico Plan It. Mais le commerce de niche a, heureusement, encore sa place à Louvain-la-Neuve. Il manque par exemple une bagagerie, un magasin d'alimentation bio ou spécialisé dans les circuits courts.

LLCCATM : Travaillez-vous également sur Ottignies ?

Jean-Christophe Echement : Non, nous travaillons actuellement uniquement sur l'hyper-centre de Louvain-la-Neuve. Il y a pourtant une volonté communale d'élargir le champ d'action de la gestion de centre-ville à Ottignies. Mais, pour le moment, ce n'est pas possible car le partenariat local comme les associations de commerçants ou les comités de quartiers ne sont pas prêts, ils ne veulent pas s'investir dans une telle opération.

● Audrey Mathieu

En savoir plus :

- Sur la Gestion de centre-ville de LLN : www.gcvolln.be
- Sur Louvain-la-Neuve : Le journal Le Soir a fait, cet été 2015, le tour de localités belges sous le titre « Les villes à la loupe ». Les atouts de LLN ont été

dévoilés le 28 août : blog.lesoir.be

• Sur l'AMCV : Association du Management de Centre-Ville Rue Samson 27, 7000 Mons. Le site www.amcv.be vous fournira toute l'actualité de cette asbl et de son séminant président-directeur, Jean-Luc Calonger.

• Sur le commerce dans les villes moyennes : Savourez le « Kit de survie du commerce dans les quartiers et pôles secondaires traditionnels - les clés pour réussir », publié en 2011, téléchargeable depuis la page d'accueil du site de l'AMCV. Ce guide est le résultat d'un travail transnational réalisé dans le cadre du programme INTERREG IV B Europe du Nord Ouest. Comme l'indique la préface, « Les commerçants interrogés ont accepté de nous livrer les secrets de leur réussite, de dévoiler les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien, et également de nous parler de leurs combats et des obstacles qu'ils doivent franchir pour tirer leur épingle du jeu. Le contenu de ce guide est directement issu du résultat de ces enquêtes et ne provient pas de l'imagination de l'auteur. Il s'appuie sur des cas d'étude existants qui illustrent le propos. »

• Sur les actions citoyennes face à la démesure et l'inéptie des projets immobiliers commerciaux : « Centres commerciaux. Stop ou encore ? », une brochure téléchargeable via www.associations21.org/+Production-+



« Centres commerciaux. Stop ou encore ? » Couverture de la brochure publiée fin 2014 par la Plateforme « Commerce décent » d'Associations 21. Plusieurs associations y témoignent de leur action pour contrer ou au moins améliorer des projets commerciaux en centre-ville : Verviers, Namur, Bruxelles, Mons. IEW a participé de très près à ce projet.



Un Noël sans épine

Suite à l'interpellation de citoyens et d'agriculteurs confrontés au développement de la culture intensive de sapins de Noël, plusieurs associations se sont regroupées en plate-forme. Inter-Environnement Wallonie, Terre-en-vue, Les Naturalistes de la Haute-Lesse, ADDES en Haute-Lesse, Ecoconso, Colibris Famenne, Les Amis de la Terre Belgique et Oxfam travaillent ensemble depuis plus d'un an pour relayer ces inquiétudes auprès des acteurs politiques.

La plate-forme a constaté les faits suivants :

1. des milliers d'hectares de terres à vocation nourricière (pâtures, céréales) sont consacrés à la monoculture de sapins de Noël ;
2. il n'existe aucun survey global crédible, cependant les études partielles montrent que cette superficie ne cesse de s'étendre ; par exemple, selon l'UAP, Union Ardennaise des Pépiniéristes, cette culture a augmenté de 1000 ha en trois ans en Famenne et en Ardenne ;
3. les prix proposés par les sociétés de production de sapins de Noël pour acquérir les terres découragent les agriculteurs porteurs de projets agricoles nourriciers durables ;
4. les prairies sont les principales victimes de la conversion en monocultures de sapins, ce qui constitue une atteinte déplorable à la biodiversité ;
5. la culture de sapins recourt à de nombreux pesticides et fertilisants pour assurer une croissance rapide des arbustes, ce qui accroît le risque de pollution des rivières et des nappes phréatiques ;
6. lorsque les sapins sont vendus en mottes ou en pots, les sols se dégradent plus vite, ce qui accroît le risque de ruissellement et d'érosion ;
7. ce sont souvent les terres situées autour des villages qui sont converties en monocultures de sapins de Noël, avec un impact paysager indéniable.

Au-delà d'un simple empiétement à court terme sur des terrains qui pourraient être utilisés autrement, les cultures intensives peuvent porter un préjudice grave à long terme. En Famenne, un sol arable de 30 cm d'épaisseur est très rapidement réduit à néant si des cultures de sapins se succèdent au même endroit. Le texte du nouveau décret CoDT, en préparation, prévoit que la culture des sapins « temporaires » pourra en outre s'étendre sous certaines conditions en zone forestière. Une dérive dénoncée par les acteurs du monde forestier et par la plate-forme.

Pour mieux encadrer la production des sapins de Noël en Wallonie, il convient de soutenir l'évolution du secteur vers une production respectueuse de l'environnement. Lorsqu'elle existe, elle n'est pas valorisée, notamment parce que les pro-



Gestion des déchets par déplacement de terres et dépôt temporaire qui s'éternise : peut mieux faire...



Des moutons Shropshire paissent une plantation de type agroforestier, en remplacement des produits phytosanitaires et des herbicides.

ducteurs ayant choisi cette voie craignent de créer des différends. Attention aussi aux labels sans portée environnementale, par exemple la charte « Véritable » créée par l'UAP, qui établit depuis dix ans les normes de qualité des sapins de Noël vendus par ses membres ; ses critères esthétiques et morphologiques ne tiennent pas compte des modes de production.

Santé du sol, santé des humains

La conversion de pâtures se fait au détriment des paysages ardennais et de la bonne santé des espèces. Le développement de parcelles à proximité des habitations conduit à une fermeture du paysage, tandis que la pose de clôtures en grillage de deux mètres de haut pour protéger les jeunes arbres des grands ongulés (cerfs, chevreuils et biches, pour l'essentiel - pas encore d'original à Botrange...) accentue l'aspect monospécifique et purement fonctionnel de ces « champs de sapins ». L'impact sur la qualité visuelle et biologique des sites altère le cadre de vie des riverains et fait décroître l'attrait touristique de plusieurs communes. De nombreux citoyens se sont inquiétés auprès de nos associations de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, comme le glyphosate, classé cancérogène « probable » ou « possible » par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC). En l'absence de transparence sur les produits utilisés, par manque d'information sur les pratiques les plus courantes, il est difficile de ne pas suspecter le recours à des produits non agréés.

La plate-forme insiste sur la faisabilité d'un passage à des modes de culture plus durables.

Le document « VERS UN MEILLEUR ENCADREMENT DES CULTURES INTENSIVES DE SAPINS DE NOËL » est disponible auprès des associations de la plate-forme. Par mail : l.delvaux@iew.be

● Lionel Delvaux
& Hélène Ancion

En savoir plus :

- Sur l'agroforesterie : « Quand l'agroforesterie prend racine en sol wallon », dans « Ruralités » n°23, 3e trimestre 2014, p. 14-16.
- Sur l'image d'entrée de cet article : Ernst Haeckel est l'auteur de milliers de dessins d'êtres vivants, dont la plupart ont été publiés en 1904 dans un livre-cadeau-de-Noël-par-excellence : « Kunstformen der Natur ».
- Sur les alternatives au sapin traditionnel : Terre-en-Vue vient de clôturer la 2e édition de son concours « Arbres de Noël ». Les plus beaux « faux sapins » seront publiés sur le site terre-en-vue.be début 2016.



Paul Bulteel « Restes de latex », photo publiée dans « De Standaard », 5 septembre 2015.

La course aux déchets

Reconvertir des produits usagés en matière première, c'est vieux comme le monde, et cela a toujours été « moderne », novateur au sens plein du terme. Au retraitement du verre, des alliages ferreux, du bois, de la laine, sont venus s'ajouter les circuits électroniques, les transistors, les plastiques, le latex, les frigos, les blocs moteurs. Les composites et les machines complexes peuvent désormais être décomposés, ramenés à des ressources riches d'un potentiel d'utilisations futures. Ils formeront les ingrédients de base d'un nouveau produit, fabriqué artisanalement et en petite série, ou incorporé dans un procédé de transformation automatisé. Le recyclage recouvre des centaines d'applications, des plus risquées, à ne pratiquer qu'en laboratoire-bunker, jusqu'à celle que tout un chacun met au point à la maison, sans causer le moindre danger.

Le coût engendré par le traitement des déchets va être de plus en plus élevé pour les communes. Une piste de solution serait pour elles d'encourager sur leur territoire – ou dans les communes voisines, en s'organisant à plusieurs – l'implantation et le développement de TPE et de PME qui pratiquent le recyclage. Outre le fait qu'elles prennent en charge des rebuts, ce qui n'est pas de refus, les entreprises qui traitent les déchets rompent avec le *business-mo-*

del linéaire classique du « je produis, tu utilises, nous jetons ». Grâce à leur proposition résolument différente, elles ont le vent en poupe mais, au-delà des mots d'éloge, elles doivent amortir les investissements et payer les salaires. Or, elles ont plutôt du mal à nouer les deux bouts [de câble]. Cela coûte beaucoup d'argent de s'inscrire dans une perspective d'avenir, de poser les jalons d'une filière sans savoir si les autres suivront. C'est sensiblement le même pari que celui que

prennent les acteurs des circuits courts alimentaires.

En tout cas, une chose est sûre : le recyclage n'est jamais loin des poubelles. Il est souvent pratiqué avec le plus d'intensité là où la production de déchets est la plus grande. Voilà qui peut déjà aider nos communes à optimaliser la localisation d'activités liées aux déchets – en commençant par réfléchir à l'emplacement le plus judicieux pour un parc à conteneurs.



Le photographe belge Paul Bulteel est allé explorer cinquante entreprises belges de tri et de recyclage pour témoigner des progrès en la matière, à travers la variété d'objets et de restes traités. Ici, un tas obscur, en provenance d'un four d'incinération de déchets industriels, que des aimants vont aider à livrer ses résidus ferreux. Chaleur, électricité, vapeur, tout ressort une seconde fois. Là, ce sont les restes tordus de câbles souterrains de téléphone ; leur membrane extérieure en plomb, résistante aux chocs et à l'humidité, est presque aussi prisée que le faisceau de fils de cuivre enfermé dedans. Les humains, invisibles se devinent sur chaque image : celui qui a imaginé la machine pour compresser les carcasses en cube, celui qui balaie la trace du tas quand on a enlevé tous les restes. Celui qui achète le matériau retraité et lui a prévu une seconde existence. Celui qui s'est servi du produit « mort ». Ça, c'est nous tous.

Les photos de Paul Bulteel parlent aussi, indirectement, de l'ambiguïté des filières

et des usages. Dans un centre de triage de textile, des ballots de vêtements et de draps, serrés jusqu'à éclater, attendent d'être acheminés vers des plate-formes d'échange mondiales, d'où ils partiront par cargo rejoindre des filières licites et équitables, parfois des canaux doux qui transforment le moindre t-shirt en marchandise hors de prix pour des clients dont on se moque.

La pelle recycleuse attrape-t-elle tout ? Bien des matériaux lui échappent. Notamment des métaux lourds comme le cobalt et le chrome, qui s'en vont joyeusement polluer le sol. Moins rentables à récupérer que l'or, l'argent ou le platine, ils font partie comme eux des composantes indispensables des téléphones sans fil, distributeurs de billets, tablettes, ordinateurs portables et électronique embarquée de tous les véhicules motorisés. Leur extraction atteint ses dernières réserves : la Communauté européenne a publié en mai 2014 un rapport sur la pénurie imminente de ces métaux rebaptisés « critiques ». Par exemple, le ger-

manium, indispensable pour réaliser des fibres optiques, celles-là même qui remplacent peu à peu les câbles de plomb et de cuivre dont nous parlions juste avant. Là où l'or peut espérer être recyclé à 98%, le germanium descend, comme la plupart des métaux critiques, sous le seuil non moins critique du 1%. Récupérer un métal de ce type dans les déchets qui l'incluent serait une démarche sensée, tant sur le plan de l'exploitation des ressources que sur le plan des relations politiques et des droits de l'homme. La complication technique à laquelle les chercheurs sont confrontés pour extraire un métal critique les a amenés à plaider pour qu'on lui donne, en amont, une forme qui facilite sa récupération ultérieure. Concevoir dans une perspective de réutilisation, éléver la versatilité au rang de vertu et de modèle industriel, ça c'est du changement. Pendant ce temps, des jeunes garçons se brûlent littéralement les yeux en tentant d'extraire l'or de déchets miniers ou d'anciens appareils électroniques. Là aussi, un changement ferait du bien, mais l'engrenage est



Paul Bulteel, « Pyrocabels ». Photo exposée à la Maison Hellemans en mai 2015.

© Paul Bulteel



au moins aussi compliqué à démontrer. Seydou Keita a publié en 2002 un rapport sur l'exploitation minière au Mali, disponible en ligne, qui vous permettra d'en apprendre beaucoup sur ce sujet explosif.

De fins cheveux de germanium, étirés le long de milliers de kilomètres d'infrastructures, cela ne vous fait penser à rien ? Mais si ! Le cuivre volé chaque semaine sur des lignes de chemin de fer. Des marchés parallèles, parfois criminels, ont au moins l'avantage de prouver la faisabilité d'une récupération. A condition d'en assainir les méthodes...

A propos de procédé douteux, l'obsolescence programmée fait partie des rumeurs devenues des « dossiers politiques ». Le Ministre Peeters, en charge de la protection des consommateurs, a lancé une enquête sur le sujet. Y aurait-il des firmes qui conçoivent sciemment un produit à durée de vie limitée, qui cassera ou refusera de continuer à fonctionner, quel que soit le soin que l'utilisateur ait mis à l'entretenir ? Quelle réponse espère notre ministre, qui risque fort de rencontrer une langue de bois encore plus épaisse que la sienne ? Et après, quel changement d'attitude ? Envoyer moins d'appareils à la casse, cela reste pour de nombreux acteurs économiques un signe de croissance négative. Le changement devrait se situer là. Une moindre masse de déchets, moins de polluants dispersés dans la nature, moins d'énergie et de temps consacrés à fabriquer de nouvelles sous-parties et à les assembler, voilà de vrais indicateurs d'une meilleure santé économique.

Aujourd'hui, l'Europe politique cherche clairement à marquer des points dans le marché de la récupération, car elle est confrontée à ses vieux fantômes : l'exploitation minière des pays extra-européens, la hausse du prix des matières premières, les conséquences sanitaires du stockage et du déplacement des déchets toxiques ou dangereux. Il y a un avenir pour les « terrils » de restes métalliques, pierreux, terreux, dont les lixiviat s'écoulent avec une couleur étrange, entrent subrepticement dans le sol et se mettent à lui donner des accents métalliques fascinants. Le traitement assertif des matières accumulées évitera

peut-être des pollutions profondes, très coûteuses à extirper. Mais bon, il faut quand même encore laisser un peu de travail à la SPAQUE ;-).

Sources :

Presse papier

- Sans nom, « Afvalrace », dans « De Standaard DS Weekblad » (supplément dominical du « Standaard ») n° 211, 5 septembre 2015, p. 38-47.
- Pierre HENNY, « Celeb Trash », dans « WAD » n°64, Printemps 2015, p. 172-173.
- Ingrid KINET et Frédéric MARGANNE, « A l'assaut des déchets », brochures pédagogiques publiées vers 2001 par La Société publique d'aide à la qualité de l'environnement (SPAQuE), qui mène sur le territoire de notre région des activités liées à la prévention, à l'élimination, au traitement et à la valorisation des déchets de toute nature et des sols pollués. La SPAQuE a été créée en mars 1991. Son siège social est à Liège,

au Boulevard d'Avroy. Elle a élaboré l'inventaire des sites potentiellement pollués en Wallonie et tient à jour des listes de sites devant faire l'objet d'une réhabilitation. Elle exerce une surveillance environnementale de sites industriels et de décharges.

• Jean-François SACRE, « L'obsolescence programmée dans le collimateur de Kris Peeters », dans « L'Echo », 27 novembre 2015.

• Laetitia THEUNIS « Nos déchets, des mines d'or », dans « Le Soir », 27 novembre 2015.

Articles en ligne

• « De l'or dans les égouts », sur « Zeppelin » (www.zeppelin-geo.com), site de reportage fondé en 2008 par Bruno VALENTIN et Julien PANNETIER, géographes et photojournalistes.

• Seydou KEITA, « Etude sur les Mines artisanales et les exploitations minières à petite échelle au Mali », Rapport d'août 2001 (<http://pubs.iied.org/pdfs/G00727.pdf>). De quoi s'ouvrir les yeux sur ce que cachent nos si lisses téléphones portables. Les pages 22 et 23 mettent cartes sur table quant à la situation des enfants.





Sharon Stone ne mange que des poires en conserve

Qui l'a dit ? Sa poubelle. La rudologie, science consacrée à l'étude des déchets, examine à travers eux nos comportements intimes et sociaux. Deux photographes français, Pascal Rostain et Bruno Mouron, passés maîtres dans les clichés volés de vedettes côté face en noir et blanc, ont un jour de 1988 décidé de passer côté pile, là où les crasses s'empilent. Pierre Henny raconte le déclic :

« Quand Pascal Rostain raccompagne son pote Serge Gainsbourg chez lui (...), le majordome qui leur ouvre en profite pour sortir les poubelles. »

Les paparazzi vont immédiatement saisir la puissance d'expression de cette mâne. Passé le premier test sur velours noir avec les déchets kidnappés chez Serge Gainsbourg, ce sont des dizaines de stars qui se verront ainsi délestées de quelques sacs de rebuts, pour les découvrir ensuite minutieusement déployés, comme des herbiers. Les déchets photographiés feront, à travers des expositions, le tour du monde.

La part d'ombre vient au grand jour, mais ce n'est pas tant l'aspect voyeuriste qui ressort, qu'une archéologie contemporaine, c'est-à-dire la révélation d'un monde, parallèle et parfois divergent. Chez Kate Moss, il n'y a pas de tri, et les mots gentils finissent à la poubelle, pas dans un tiroir parfumé ; on jette le pain, les bananes à peines mûres et les chaussettes qui ont perdu leur sœur. L'omniprésence des tinned pears chez Sharon Stone peut dénoter un goût, une habitude alimentaire ou une simple manie d'achat ; vu la faible présence d'autres emballages d'aliments, cette prédominance interpelle. Et si, au lieu de paniquer et de ressentir un profond malaise, on analysait le tableau autrement ? Sharon Stone mange seulement du frais, à la découpe, dans des emballages récupérables ?

Pour enrichir leur catalogue, Pascal Rostain et Bruno Mouron tirent le concept comme un élastique et s'emparent de poubelles de riches, de poubelles de pauvres, et même des poubelles de Dieu en volant les sacs d'un imam, d'un abbé et d'un rabbin. Ils publient le tout en 2013 dans un ouvrage de 120 pages intitulé « Autopsies » aux Editions de la Martinière. Leur prochain chantier : les poubelles de la mer et les poubelles de l'espace – ils ont intérêt à aimer le plastique mouillé et la collecte sur orbite !

● Hélène Ancion



Photos de la poubelle de Kate Moss



Photos de la poubelle d'un habitant du Malawi



Agenda

Université « 40 ans » d'IEW

LA PLANÈTE À CŒUR

Quels sens donner à nos engagements ?



L'être humain cultive des liens paradoxaux avec son environnement. Cette connexion à l'environnement, la lutte pour sa préservation ou la valorisation symbolique de notre patrimoine naturel sont des facteurs d'équilibre et d'harmonie dans le rapport à soi comme dans le rapport à l'autre.

« La planète à cœur » veut remettre l'Humain, individu et genre, au centre des enjeux environnementaux. Acteurs associatifs, culturels, académiques, économiques auront l'occasion d'échanger leurs points de vue et de débattre dans différents panels tout au long de cette journée. Les thèmes retenus aborderont les dimensions spirituelles, d'innovation et d'engagement au sein de la société civile. L'ensemble sera encadré par une conférence d'ouverture par Mohammed Taleb et une conférence de clôture par Patrick Viveret.

Bienvenue à cet événement qui se tiendra le 29 janvier au Palais des Congrès de Namur de 9h30 à 18h. Cette journée sera prolongée par une fête célébrant les 40 ans d'existence de la Fédération, une occasion unique de vous mettre à l'honneur, hommes et femmes engagés dans la lutte pour la préservation de la planète.

Programme et inscription sur WWW.IEW.BE

Inscription obligatoire avant le 22/01
via notre site, par mail j.debruyne@iew.be ou encore par téléphone au 081 390 750